



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 13 – 1<sup>er</sup> avril 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- L'UE conteste devant l'OMC le mécanisme britannique introduisant un critère de contenu local dans ses appels d'offres pour l'éolien maritime

### Climat & Energie

- *National Grid* cède la majorité du réseau de gaz britannique pour 4,2 Md£
- Un groupe de députés interroge le gouvernement sur la pertinence de subventionner les entreprises utilisant la technologie CCUS (Captage, stockage, transport et valorisation du CO2)

### Environnement

- Un tiers de l'ensemble du compost vendu au RU serait issu de tourbières
- Le chauffage au bois contribuerait de manière très significative à la pollution de l'air et, in fine, à la hausse des dépenses de santé

### Industrie

- La formation professionnelle au RU pourrait être moins subventionnée en raison de la fin de l'accès aux fonds structurels européens

### Transport

- Le gouvernement a publié sa stratégie concernant les infrastructures de recharge pour les véhicules électriques
- Le gouvernement se félicite des progrès réalisés en matière d'électrification des bus en Angleterre
- Le ministre des transports présente neuf mesures visant à améliorer la protection sociale des marins employés sur les ferries

## Fait marquant

### L'UE conteste devant l'OMC le mécanisme britannique introduisant un critère de contenu local dans ses appels d'offres pour l'éolien maritime

L'UE a adressé le 28 mars une demande de consultations au RU relative aux appels d'offres organisés dans le cadre du mécanisme de soutien (*Contracts for Difference*, CfD) aux projets éoliens en mer. Ces CfD visent à encourager les investissements dans les énergies renouvelables en fournissant aux promoteurs de projets, dont les coûts initiaux sont élevés, un revenu prévisible qui les protège contre la volatilité des prix de gros. Trois cycles d'attribution de CfD ont été menés en 2015, en 2017 et en 2019. Le quatrième cycle, qui a été ouvert le 13 décembre 2021 et devrait être attribué à l'été 2022, intègre un nouveau critère de contenu local pour l'éligibilité des candidats pour tous les projets de production d'électricité à faible émission de carbone de 300 MW. L'UE estime que ces mesures sont incompatibles avec l'article III.4 du GATT de 1994, dans la mesure où, en incitant les candidats à prévoir un pourcentage élevé de contenu britannique dans le cadre de l'attribution de CfD, elles accordent un traitement moins favorable aux produits importés qu'aux produits nationaux similaires. Cette demande de consultations est la première étape de la plainte de l'UE contre le RU dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Le RU dispose de dix jours pour accepter des consultations qui devront intervenir dans les 30 jours suivant la demande. Dans l'hypothèse où celles-ci n'aboutiraient pas (ou si le Royaume-Uni oppose une fin de non-recevoir à la demande), l'UE pourra demander l'établissement d'un groupe spécial à l'Organe de règlement des différends (ORD).

## Le chiffre de la semaine

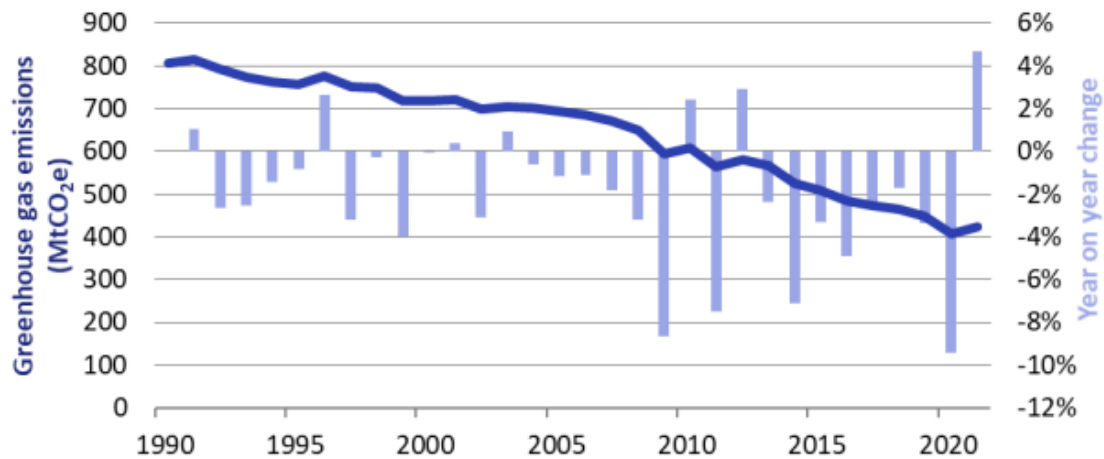
500

Près de 500 vols internationaux « fantômes » (opérant sans passagers ou à moins de 10 % de leur capacité) auraient décollé chaque mois des aéroports britanniques entre octobre et décembre 2021, selon des données de l'Autorité de l'aviation civile britannique (CAA). Ces chiffres ont été obtenus par le quotidien *The Guardian* en vertu du droit d'accès à l'information du public (*freedom of information request*).

## Le graphique de la semaine



### UK territorial greenhouse gas emissions, 1990-2021



Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 4,7 % en Grande-Bretagne en 2021 par rapport à 2020 en raison de la reprise économique post pandémie et de l'augmentation des déplacements routiers, selon le [BEIS](#). Les émissions de gaz à effet de serre ont été estimées à 424,5 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone en 2021; celles du secteur des transports auraient augmenté de 10 % en 2021, tandis que celles issues des centrales électriques auraient augmenté de 9,2 % en raison de la consommation accrue d'électricité. La hausse des émissions en 2021 est intervenue après une baisse de près de 9 % en 2020, en grande partie due à un ralentissement de l'activité économique en raison des mesures prises pour limiter la propagation de la COVID-19.

## Climat & Energie

**Flash** – Le régulateur britannique *North Sea Transition Authority* a retiré l'avis exigeant de l'entreprise *Cuadrilla Resources* de boucher et d'abandonner les deux seuls puits de gaz de schiste viables dans le nord-ouest de l'Angleterre. *Cuadrilla* a toutefois précisé que les puits seraient bouchés temporairement, au moins jusqu'à la fin juin 2023, le temps d'évaluer les différentes options pour l'exploitation de gaz de schiste, qui fait toujours l'objet d'un moratoire au RU.

**Flash** – Un porte-parole du Premier ministre britannique a indiqué que le Gouvernement n'entendait pas payer le gaz en provenance de Russie en roubles, comme l'a demandé le Président de la Fédération de Russie, tout en indiquant explorer toutes les options en matière de paiement.

**Flash** – [La publication de la stratégie](#) sur la sécurité énergétique au RU a de nouveau été reportée en raison, selon la presse, de points d'achoppements entre ministres concernant le coût lié à la construction de nouvelles centrales nucléaires.

**Flash** – Selon le [Financial Times](#), Kwasi Kwarteng, le ministre en charge de l'économie et de l'énergie, pourrait fixer de nouveaux objectifs en matière de production d'énergie renouvelable,

en triplant notamment la capacité d'énergie solaire d'ici 2030 dans le cadre de la stratégie sur la sécurité énergétique à venir.

## National Grid cède la majorité du réseau de gaz britannique pour 4,2 Md£

Le gestionnaire britannique du réseau d'électricité et de gaz [National Grid](#) a annoncé qu'il allait céder sa participation dans *National Grid Gas* (NGG) pour 4,2 Md£. Cette vente doit permettre à *National Grid* de se recentrer sur le marché de la transmission d'électricité au Royaume-Uni et fait suite à la cession de sa filiale de distribution électrique à Rhodes Island (nord-est des États-Unis) pour 3,8 Md\$ au géant américain de l'énergie PPL.

## Un groupe de députés interroge le gouvernement sur la pertinence de subventionner les entreprises utilisant la technologie CCUS (Captage, stockage, transport et valorisation du CO2)

Selon un groupe de députés de l'[Environmental Audit Committee](#), les technologies de capture et de stockage du carbone (CCUS) utilisées en association avec la production d'électricité issue de biomasse pourraient permettre aux entreprises émettrices de ne pas agir suffisamment en matière de baisse de leurs émissions. Les députés s'inquiètent également qu'une concurrence accrue pour les terres en vue de la production de pellets de bois n'ait un impact important sur les prix des denrées alimentaires et la biodiversité.

## Environnement

**Flash** – Selon une analyse du think tank [Energy and Climate Intelligence Unit \(ECIU\)](#), le coût des engrais pour les agriculteurs britanniques a augmenté de 160 M£ en 2021 en raison de la hausse du prix du gaz qui est nécessaire à leur fabrication.

## Un tiers de l'ensemble du compost vendu au RU serait issu de tourbières

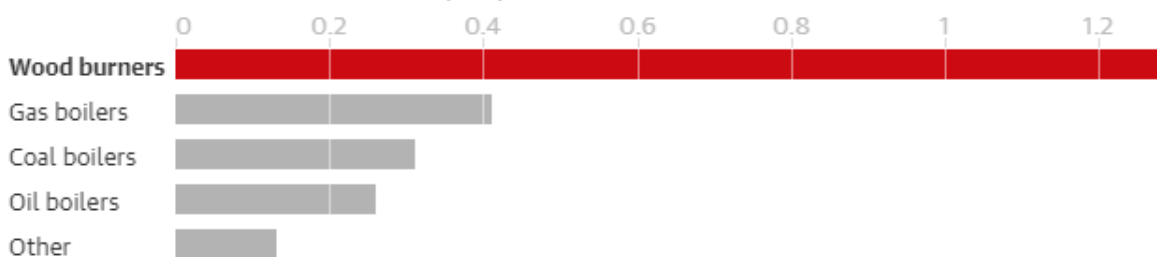
L'*Horticultural trade association*, qui rassemble les professionnels du secteur et s'oppose à l'interdiction de la vente de tourbe, a indiqué, dans sa réponse à la [consultation publique](#) lancée par le gouvernement, qu'un [tiers du compost vendu au RU](#) avait été extrait des tourbières. Or, ces dernières peuvent stocker plus du double de dioxyde de carbone capté par les forêts alors que 87% des tourbières au RU se trouveraient dans un état dégradé. La consultation publique propose ainsi d'interdire la vente de compost de tourbe aux jardiniers d'ici 2024 et aux cultivateurs professionnels d'ici 2028. Près de 5 M de m<sup>3</sup> de compost ont été vendus en 2021, dont près des trois quarts l'ont été aux jardiniers professionnels. La chaîne de supermarchés [Tesco](#), l'un des plus grands vendeurs de plantes au Royaume-Uni, avec environ 40 millions de plantes vendues chaque année s'est engagée, à partir du 4 avril 2022, à ne plus utiliser de tourbe dans ses plantes en Grande-Bretagne d'ici 2023 pour réduire son empreinte carbone.

## Le chauffage au bois contribuerait de manière très significative à la pollution de l'air et, *in fine*, à la hausse des dépenses de santé

Selon un rapport de [l'Alliance européenne pour la santé publique](#), la pollution de l'air extérieure (émissions de particules fines notamment) due à la combustion à bois dans les habitations serait responsable de plus de la moitié de l'ensemble des coûts pour la santé publique (décès précoces, maladies et pertes d'emploi) engendrés par le chauffage domestique. Près de 1 Md£ par an serait ainsi dépensé en matière de santé au RU et près de 10 Md€ (8,5 Md£) dans l'UE. L'étude ne mentionne toutefois pas les coûts supplémentaires engendrés par la pollution de l'air intérieur issu du chauffage au bois, par manque de données fiables.

### Wood burners account for the largest share of UK health costs caused by pollution from home heating

Health-related social costs in 2018 (£bn)



Guardian graphic. Source: CE Delft/ EPHA

## Industrie

**Flash** – [Make UK](#) a critiqué les annonces budgétaires du printemps, soulignant qu'elles ne répondaient pas aux principales demandes du secteur manufacturier : soutien financier aux industries énergivores, pérennisation des incitations fiscales à l'investissement, refonte du système de financement de l'apprentissage.

**Flash** – Le programme de recherche [Aerospace Technology Institute \(ATI\)](#) va bénéficier d'un investissement public de 685 M£ sur les trois prochaines années afin de développer des projets dans le domaine de l'aviation zéro carbone.

**Flash** – Le RU n'accordera plus de subventions aux projets de [recherche](#) menés en collaboration avec des universités ou des entreprises russes ayant « un intérêt stratégique pour la Russie ». Par ailleurs, le gouvernement va lancer un fonds de 3 M£ destiné aux chercheurs ukrainiens.

**Flash** – Le RU envisagerait de reporter à nouveau la mise en œuvre de l'intégralité des contrôles [douaniers](#) sur les importations européennes de marchandises, prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

## La formation professionnelle au RU pourrait être moins subventionnée en raison de la fin de l'accès aux fonds structurels européens

Avant le Brexit, le RU recevait des [fonds](#) structurels européens à hauteur d'environ 1,5 Md£ par an. Le Gouvernement a annoncé leur remplacement par un *UK Shared Prosperity Fund* d'un montant de 2,6 Md£ sur trois ans. Les fonds seront versés par tranches : 400 M£ cette année, 700 M£ en 2023-2024, puis 1,5 Md£ en 2024-2025. *Universities UK*, qui représente 140 universités britanniques, a souligné que les fonds alloués à la formation professionnelle (« *people and skills*») ne devraient cependant être versés qu'à partir de 2024, faisant courir un risque aux 150 projets financés actuellement par les fonds européens en Angleterre et au Pays de Galles. La *Local Government Association (LGA)* a pour sa part exhorté le gouvernement à trouver rapidement une solution afin d'éviter toute interruption des financements publics, arguant que cela nuirait à l'atteinte des objectifs de *levelling up* en matière de formation et d'emploi.

## Transport

**Flash** – De nombreux conducteurs de [bus](#) de la compagnie *Arriva London Bus* ont fait grève lundi et mardi, estimant insuffisante la hausse de 3% des salaires proposée par l'entreprise. Près d'une vingtaine de trajets dans le sud de Londres ont ainsi été suspendus pendant 48 h.

**Flash** – Le RU a pris de nouvelles sanctions contre la Russie interdisant aux entreprises britanniques d'apporter une assistance technique aux navires et aéronefs reliés à des individus visés par les sanctions britanniques.

## Le gouvernement a publié sa stratégie concernant les infrastructures de recharge pour les véhicules électriques

Cette [stratégie](#) vise notamment à accélérer le déploiement de bornes de recharge publiques, en particulier les bornes rapide sur les autoroutes (avec l'objectif que chaque aire d'autoroute propose au moins 6 bornes de recharge rapide d'ici à la fin 2023 et celui d'atteindre 6 000 bornes sur les autoroutes et routes principales d'ici 2035). S'agissant des bornes privées, la stratégie rappelle l'entrée en vigueur de l'obligation d'installation de bornes pour les constructions et rénovations de bâtiments à compter de cet été et l'évolution du dispositif de subvention, pour qu'il profite davantage aux immeubles, logements en location, petites entreprises et associations. Enfin, le gouvernement annonce l'introduction prochaine d'une législation, devant entrer en vigueur dès l'été 2022, visant à faciliter l'utilisation des bornes de recharge publique pour les utilisateurs, en prévoyant notamment une information en temps réel des conducteurs sur les points de charge, la possibilité de comparer les prix et de payer facilement leur recharge, quel que soit l'opérateur.

## Le gouvernement se félicite des progrès réalisés en matière d'électrification des bus en Angleterre

12 [collectivités locales](#) anglaises vont bénéficier de subventions publiques, à hauteur de 198,3M£, afin de financer l'achat de bus zéro émissions et l'installation d'infrastructures de recharge adaptées. Ces fonds seront versés dans le cadre du fonds *ZEBRA (Zero Emission Buses Regional Area)*

scheme) lancé en 2021 et permettront l'achat de 943 bus, selon les estimations du ministère des Transports (DfT). Avec ces nouveaux achats, le Gouvernement serait en bonne voie de respecter son engagement de disposer d'ici 2024 en Angleterre d'une flotte d'au moins **4 000** bus électriques ou hydrogène produits au RU. Selon les données communiquées par le ministère, l'achat de 735 bus « propres » aurait déjà été financés via d'autres dispositifs d'aide publique. Parallèlement, le DfT a lancé une [consultation](#) visant à définir une date pour l'interdiction de la vente de bus, autobus et minibus équipés de moteurs thermiques (au plus tard 2032) et identifier les difficultés que cela pourrait poser au secteur.

## Le ministre des transports présente neuf mesures visant à améliorer la protection sociale des marins employés sur les ferries

Les annonces de [Grant Shapps](#) lors des questions au gouvernement cette semaine font suite au licenciement le 17 mars par P&O Ferries de près de 800 marins relevant du droit britannique. Le ministre demande notamment que les compagnies opérant des trajets depuis et vers le RU versent à leurs marins une rémunération respectant le salaire minimum national. En l'attente d'une loi définissant le cadre de ces nouvelles obligations, Grant Shapps invite les ports britanniques à refuser l'accostage aux compagnies de ferries ne respectant pas cette règle. Les opérateurs portuaires ont cependant souligné la difficulté de mise en œuvre de cette nouvelle obligation en l'absence d'une loi britannique et en raison des obligations du droit international. Le ministre britannique a par ailleurs annoncé que des discussions seraient lancés très rapidement avec plusieurs Etats européens (Irlande, France, Danemark, Pays-Bas, Allemagne) afin de s'accorder au niveau bilatéral sur la mise en œuvre de « *minimal wage corridors* », imposant le respect des salaires minimums nationaux pour les trajets en ferry depuis et vers le RU.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)